

17 MAI**VOIX OUVRIERE**

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 16 MAI 1967 — N° 82

0,50 F

MOBILISATION GENERALE DE LA CLASSE OUVRIERE

LA GREVE DU 17 MAI est la réplique des travailleurs à l'annonce des pouvoirs spéciaux. C'est la démonstration que, le Parlement ne servant à rien d'autre qu'à entériner les actes du gouvernement et, dans le cas présent, à les entériner par avance, la classe ouvrière est capable de répondre par d'autres moyens : dans les usines et dans la rue, là où elle est la plus forte.

Il ne faut cependant pas se faire d'illusions : ce n'est pas la grève du 17 mai qui empêchera les pouvoirs spéciaux d'être votés. Le Gouvernement dispose d'une majorité à tout faire à l'Assemblée. Cette majorité est réduite, mais elle est suffisante pour que la motion de censure ne soit pas adoptée et que le soient les pleins pouvoirs.

La grève du 17 mai est un avertissement, une mobilisation générale des forces de la classe ouvrière. C'est la répétition générale des luttes que nous aurons à mener, en même temps que l'indication de la voie à suivre.

Bien sûr, cet avertissement est d'une ampleur telle que, d'ores et déjà, on peut penser que le Gouvernement se méfiera et modè-

ra en partie certaines de ses attaques, par rapport à ses projets initiaux, de peur de réactions encore plus violentes de la part des travailleurs.

N'oublions pas qu'en 1953 Laniel avait voulu gouverner par décrets-lois pour s'attaquer aussi à la Sécurité Sociale ainsi qu'à la fonction publique et c'est, en plein mois d'août, une grève générale des fonctionnaires, cheminots et postiers de plusieurs semaines, qui l'en a empêché.

Mais c'est bien parce que c'est la crainte d'autres réactions, plus graves, plus importantes, plus longues, qui peut arrêter le Gouvernement qu'il nous faut être prêts à nous défendre dans la voie du 17 mai à chaque fois qu'il le faudra.

Si cette journée ne devait res-

ter qu'un « baroud d'honneur », à quoi bon !

Et c'est là la responsabilité que portent les organisations syndicales. Sauront-elles faire face avec la même décision et la même cohésion à toutes les attaques du Gouvernement ? En ont-elle l'intention ? La journée du 17 mai est-elle pour les dirigeants syndicaux une fin en soi en même temps que la limite extrême de ce qu'ils ont l'intention de faire ?

Après avoir pratiquement enrayé la vague de grève des deux derniers mois, vont-ils, dans le cas présent, se contenter d'une action symbolique ?

C'est bien possible ! Mais il ne faut pas que le Gouvernement en ait les mains libres pour autant.

Il faut que le Gouvernement et les patrons sachent que quelle que soit la volonté réelle de lutte des dirigeants syndicaux, la classe ouvrière ne se laissera pas faire.

Il faut que le Gouvernement sache que la journée du 17 mai exprime la volonté unanime des travailleurs. Il faut qu'il sache que la classe ouvrière n'est pas en retrait sur ses organisations, loin de là.

Il faut qu'il sache qu'à chaque atteinte contre leurs droits ou leur niveau de vie les travailleurs réagiront, derrière leurs organisations syndicales si celles-ci veulent bien prendre la tête des luttes, sans elles, si elles s'en mettent à l'écart.

Après tout, comme nous le rappelions il y a quinze jours, la grève générale d'août 1953 n'avait pas eu besoin des dirigeants syndicaux pour éclater, se développer, durer des semaines et, finalement, contraindre le Gouvernement à reculer : il avait suffi que quelques postiers en colère, à Bordeaux, se mettent en grève et élisent démocratiquement un Comité de grève qui s'est adressé à tous les fonctionnaires en exprimant ce qu'ils avaient tous envie de dire, pour que la grève s'étende de proche en proche à tous le pays.

Cela aussi il faut que le Gouvernement le sache.

Editorial des bulletins d'entreprise

LES POUVOIRS SPECIAUX : rien n'est réglé

Les pouvoirs spéciaux ne sont pas encore votés (ou plutôt la censure n'est pas encore repoussée par le Parlement, puisque la procédure, sous la cinquième République, ne consiste pas à voter ce que le gouvernement demande mais à ne pas voter ce que l'opposition propose) ; a fortiori aucune des ordonnances projetées n'est publiée ni même son contenu connu. Pourtant la majorité — celle qui a déjà clairement indiqué qu'elle ne s'opposerait pas aux pouvoirs spéciaux — apparaît, sinon véritablement divisée, du moins en partie réticente.

Plus que les murmures, bien légers, des giscardiens, cette réticence a été illustrée par la démission de M. Pisani. L'ex-ministre de l'Équipement a la prétention, il est vrai, de devenir le leader de la « gauche socialiste » (à ne pas confondre avec les « gaullistes de gauche », M. Pisani se refusant à s'amalgamer avec MM. Capitant et Vallon, ces quasi-bolcheviks qui mettent en cause, on le sait, la propriété capitaliste par des projets dits « d'intéressement des travailleurs »).

Ce ne sont pourtant pas les projets menaçant les conditions de vie des salariés (Sécurité sociale, problèmes de l'emploi, etc...) que reproche Pisani à Pompidou. Non, ce qu'il lui reproche, c'est d'avoir mal manœuvré. Il s'en est d'ailleurs clairement expliqué dans *le Monde* du 13-5-67 : « Gageons, écrit-il, que, après les troubles provoqués par la demande des pouvoirs spéciaux, le gouvernement aura moins d'audace dans ses ordonnances qu'il n'aurait pu en avoir avec le soutien du Parlement. »

Le débat — si l'on peut parler de débat à cette occasion — porte donc uniquement sur la tactique et la manière dont le gouvernement aurait dû procéder pour faire avaler la pilule aux travailleurs. Pour

Pisani, comme pour beaucoup d'autres, la pire des choses est d'avoir amené les salariés à descendre dans la rue.

Bien sûr, et Pisani le sait aussi bien que Pompidou, si le gouvernement s'est résolu à demander les pleins pouvoirs, c'est qu'il ne pouvait être certain des réactions favorables du Parlement. Les premiers débats de la nouvelle chambre, élue en mars dernier, l'ont montré : sa majorité est précaire, elle n'est même pas très sûre. Il est plus que probable qu'elle aurait rechigné à prendre des mesures impopulaires. Pompidou, en tous cas, n'aurait pu éviter les longs débats, les marchandages, y compris avec ses propres troupes, et les amendements divers acceptés ou même déposés par certains membres de la majorité, simplement soucieux de leur future carrière parlementaire.

Bien des députés de la majorité, et probablement aussi de l'opposition, ont dû être au fond très satisfaits, malgré leurs protestations, de voir le gouvernement proposer de régler leur problème de conscience et de se charger seul de la responsabilité des mesures à prendre.

Mais, bien plus que du Parlement proprement dit, c'est des travailleurs que Pompidou a voulu

se garder. Plus le coup porté est rude, plus il est nécessaire de procéder vite et de mettre le pays devant le fait accompli. Passer par la voie parlementaire normale revenait peut-être à se voir refuser tout ou partie des projets, mais surtout, à coup sûr, à les voir traîner. Et un débat plus ou moins long risquait fort de sensibiliser l'ensemble des salariés qui, selon toute probabilité, seront les premières victimes dans les futures ordonnances.

C'est la possibilité d'éviter cela que Pompidou a voulu se réserver en demandant une fois pour toutes, pendant 6 mois, les pleins pouvoirs en matière économique et sociale. Avec ceux-ci, il est aussi, avantage non négligeable, absolument maître de décider de l'heure exacte où les ordonnances seront

(suite page 2)

LA GUERRE MONDIALE A-T-ELLE VRAIMENT COMMENCÉ ?

Après U Thant, secrétaire général de l'O.N.U., le Pape s'inquiète des menaces de guerre mondiale.

Aux U.S.A., qui affirment se préparer à une intensification de la guerre au Vietnam, Brejnev, puis Chou-En-lai, se déclarent prêts à riposter.

La flotte américaine manœuvre non loin des côtes russes (que diraient les U.S.A. si la flotte russe en faisait autant du côté des Antilles ou de la Floride ?) et cela donne lieu, pas encore à des échanges d'obus ou de torpilles, mais à des « abordages » réitérés entre bateaux russes et américains.

Il semble bien en cette mi-mai que le monde soit pessimiste et que le sursis qu'on prête à l'humanité et au monde qui le porte, soit de plus en plus limité.

Sommes-nous vraiment entrés dans la phase ultime et irréversible où, d'enchaînement en enchaînement, de riposte en riposte, la guerre est inscrite, à terme, mais irrévocablement, au calendrier des hommes ?

Il n'y a pas, à l'heure actuelle, de mécanique inéluctable mise en route. L'URSS n'a de toutes façons pas intérêt à la guerre et l'évitera tant qu'elle n'y sera pas contrainte directement, c'est-à-dire tant que les USA s'en prendront à un autre pays.

Les USA de leur côté ne sont pas, pour le moment, contraints à la guerre mondiale car ils ne sont pas dans une situation critique, ni du point de vue économique ni du point de vue politique.

Alors que se passe-t-il et pourquoi cette inquiétude soudaine ?

Il y a que nous entrons apparemment dans une nouvelle étape,

une nouvelle phase de la guerre du Viet-Nam et que cette nouvelle étape, si elle n'est pas encore la troisième guerre mondiale, en est le prologue.

Les USA se montrent de plus en plus décidés à continuer la guerre au Viet-Nam. Ils se préparent ouvertement, non seulement à la perspective de la voir durer des années, mais encore à ce qu'elle s'enchaîne sans discontinuité, avec la guerre mondiale, celle-ci n'étant considérée par eux que comme la seule issue possible du conflit vietnamien. L'annonce de la remise en état de la flotte de

(suite page 4)

A nos lecteurs

Ce numéro de Voix Ouvrière paraît exceptionnellement sur quatre pages au lieu des huit habituelles. Ce fait est dû à la conjonction en ce début de la semaine, où est publié le numéro 82, du lundi de Pentecôte (jour férié) et de la grève nationale du mercredi 17 mai.

Après une année de « Révolution Culturelle »

L'ACTUALITE chinoise n'occupe plus la une des quotidiens. En grande partie parce que la « Révolution culturelle » a perdu l'attrait de la nouveauté pour la presse. Mais aussi, sans doute, parce que l'ampleur de la mobilisation des Gardes Rouges n'est plus la même que l'été dernier ou au début de l'année encore. Une certaine consolidation semble être intervenue.

Tout n'est cependant pas rentré dans l'ordre en Chine et, au fil des informations, chaque jour apporte la nouvelle de troubles, de bagarres violentes, de grèves. Manifestement, la gigantesque mise au pas de la population qu'était et demeure la « Révolution culturelle », si elle ne se concrétise plus par des mobilisations aussi spectaculaires d'éléments petits-bourgeois comme à ses débuts, n'a pas encore été achevée. La classe ouvrière chinoise, par endroits, a encore la force de résister.

C'est ainsi que la presse a fait état récemment encore, de grèves et de sabotages dans la province du Chekiang au sud de Changai. En particulier, une importante grève des électriciens a plongé dans l'obscurité le chef-lieu de cette province.

De sanglants incidents ont opposé des ouvriers aux partisans de Mao à Changtu, grand centre de l'industrie du textile, et à Chingking, principale ville industrielle du Sud-Ouest de la Chine. De tels affrontements sont encore fréquents à Szechuan, la plus peuplée et une des plus industrielles des provinces chinoises. Deux cents blessés, dont cinquante gravement atteints, tel est le bilan des combats violents qui se sont déroulés à Tientsin.

La presse elle-même souligne la difficulté de contrôler l'exactitude de toutes ces informations, glanées au hasard des révélations des affiches murales. Ceci dit, une constatation s'impose cependant : la quasi-totalité des affrontements, et en tout cas les affrontements les plus violents, se produisent dans les régions les plus industrialisées, à Tientsin, en Mandchourie, à Szechuan ; et ils opposent des ouvriers à des groupes pro-maoïstes, si ce n'est, comme c'est souvent le cas, à l'armée elle-même. A travers les oscillations de son ampleur, la « révolution culturelle » garde son caractère antiouvrier.

Par ailleurs, deux faits nouveaux soulignent les raisons qui ont poussé les dirigeants chinois à déclencher le mouvement qui ensanglante la Chine depuis près d'un an. Tout d'abord, la récente réhabilitation d'un grand nombre de dirigeants écartés aux différents moments de la « Révolution culturelle », et leur réintégration dans les plus hauts organes de direction, montrent bien à quel point la soi-disant lutte de fractions au sommet a été factice. Ceux-là même dont la « résistance acharnée » à Mao a été censée motiver la mobilisation des Gardes Rouges, ceux-là mêmes qui furent présentés comme les grandes victimes de cette mobilisation, se retrouvent aujourd'hui, comme si de rien n'était, aux côtés de leurs « adversaires » de la veille.

Ce fait est en même temps un démenti à l'encontre de ceux qui prétendaient que, sous la poussée des masses révolutionnaires, l'appareil dirigeant s'était irrémédiable-

ment scindé en deux fractions hostiles. L'une, celle de Liu-Shao-Shi, choisissant la voie de la capitulation devant l'impérialisme, l'autre, celle de Mao, se mettant bon gré, mal gré, à la tête de la mobilisation populaire contre ce même impérialisme. Aujourd'hui, les deux « fractions » de la sphère dirigeante ont tout l'air de s'entendre, et au 1^{er} Mai dernier, les « rats visqueux » et les « chiens crevés de l'impérialisme » se sont retrouvés en bonne entente sur les tribunes de la place de la Paix Céleste, avec ceux qui les ont naguère affublés de ces aimables qualificatifs. La « fraction » hostile à Mao semble de plus en plus réduite à Liu-Shao-Shi et à quelques rares dirigeants.

Cela n'empêche d'ailleurs pas la presse de s'évertuer encore à faire de savantes spéculations sur le cas de Liu-Shao-Shi. Il aurait été, avec sa « fraction » qui se révèle aujourd'hui inexistante, le facteur déclenchant de la « Révolution culturelle ». Et de se poser, avec *le Monde*, la question toujours pas résolue : « Que peut-on bien reprocher à M. Liu-Shao-Shi ? » Il est vrai que Liu-Shao-Shi continue à être la cible favorite des journaux muraux. Mais c'est seulement le 17 avril dernier (!), c'est-à-dire près d'un an après le déclenchement de la « Révolution culturelle », qu'il fut pour la première fois attaqué officiellement par le *Quotidien du Peuple*, organe du Parti.

En attendant, il est toujours officiellement Président de la République, et ce fait-là fut tout simplement rappelé avec force par le Bureau politique aux représentants diplomatiques qui s'inquiétaient de son sort...

Et si le principal grief formulé à l'égard de Liu-Shao-Shi par les journaux muraux est d'avoir fomenté en février 1966 un coup d'Etat, Chou-En-Laï s'empresse de déclarer « qu'à sa connaissance, il n'y a pas eu tentative de coup d'Etat en février 1966 ». Et Kang-Sheng, cinquième personnage du Parti, de déclarer (d'après *le Monde*) qu'il était « naturel et profitable que les masses entretiennent de tels soupçons mais qu'aucune preuve ne permettait de les confirmer ».

Il n'y a pas de meilleure façon de souligner à quel point la lutte au sommet entre dirigeants n'a été qu'un sous-produit de la mobilisation dont le but était tout autre, et dont la manifestation la plus caractéristique réside, non dans l'opposition entre Mao et Liu, mais bien dans les sanglantes répressions antiouvrières de Tientsin, de Mandchourie et d'ailleurs.

Un deuxième fait est caractéristique des événements des derniers mois. Si la première phase de la révolution culturelle était celle de la mobilisation massive d'éléments petits-bourgeois, si les « professeurs et étudiants révolutionnaires » furent alors les prototypes des « partisans de Mao », aujourd'hui, l'armée a pris la place des « étudiants rouges ». Elle est déclarée « meilleure interprète de la pensée de Mao » et c'est à elle qu'on attribue le rôle de « stimuler l'ardeur des révolutionnaires et d'empêcher le mouvement de s'enliser ». Cette nouvelle importance attribuée à l'armée est soulignée par les faits : à la base, son intervention est de plus en plus fréquente dans les affrontements de rue, au sommet, sa représentation est renforcée (six maréchaux participent au Bureau politique).

Renforcement du rôle de l'armée, démobilisation progressive des masses petites-bourgeoises, appel à la reconstitution des administrations locales là où elles furent ébranlées, réhabilitation des dirigeants mis en cause, tous ces faits semblent prouver que les dirigeants chinois estiment que la Révolution culturelle, sous sa forme originale, a en grande partie accompli son rôle. Les millions de jeunes envoyés dans les villes pour mettre au pas la population citadine, ont fait une grande partie du travail, il appartient maintenant aux organes classiques de l'appareil d'Etat de parachever l'œuvre commencée. Il reste cependant que si les mois de répression ont dû affaiblir considérablement le prolétariat chinois, il n'a pas encore les épaules à terre, et la couche dirigeante n'est pas encore sortie définitivement victorieuse de l'affrontement.

Georges KALDY.

POUVOIRS SPÉCIAUX :

RIEN N'EST RÉGLÉ

(Suite de la page 1).

publiées et, en même temps, entreront en vigueur, ce qui n'est pas le cas pour une loi à voter par le Parlement, même si la conclusion du débat est favorable au gouvernement. (Il est évident à ce propos que le gouvernement compte mettre à profit la période des congés pendant laquelle une bonne partie des salariés n'est plus sur son lieu de travail pour atténuer les réactions de la classe ouvrière.)

Pourtant la procédure des pouvoirs spéciaux n'évitait pas tous les risques de ce côté. Il restait celui d'éveiller la méfiance et l'inquiétude des travailleurs non pas sur le contenu, que tout le monde ignore encore pour l'instant, mais sur la procédure, non pas sur le fond mais sur la forme. C'est-à-dire le risque de dresser la classe ouvrière contre le gouvernement, de la mettre en quelque sorte sur le pied de guerre, avant même l'annonce de toute mesure effective.

C'est ce qui s'est produit en partie. La grève générale du

17 mai, la première grève politique — quels que soient les efforts de certains leaders syndicalistes pour éviter cette qualification — à laquelle appellent depuis le « pusch des généraux », les trois grandes centrales C.G.T., C.F.D.T. et F.O., en est la preuve.

Ainsi Pompidou n'a pu éviter, malgré toutes ses astuces constitutionnelles, de se retrouver face à la classe ouvrière. Et une classe ouvrière inquiète des mesures que le gouvernement va prendre, sensibilisée en quelque sorte. C'est exactement ce que craignait un Pisani, qui au Conseil des ministres ou Pompidou annonça ses intentions se serait écrié, a rapporté la presse : « Les pouvoirs spéciaux, mais c'est la grève générale ! »

Rien n'est donc joué. Même si, comme il est probable, samedi prochain, la motion de censure déposée par la gauche est repoussée, la bataille ne sera pas gagnée pour cela par le gouvernement. La véritable bataille ne sera même pas encore livrée.

REGIS DEBRAY

LE 27 avril dernier, on apprenait l'arrestation en Bolivie, par l'armée, du jeune Français, Régis DEBRAY, agrégé de philosophie, écrivain, journaliste, au cours d'une des « opérations anti-guérilla » devenues classiques dans ce pays, comme dans toute l'Amérique Latine.

Depuis cette date, d'innombrables appels ont été adressés au président bolivien Barrientos, émanant de personnalités très différentes, dont la position politique va de l'UNR à la gauche française, le PCF restant réticent. De François Mauriac à Aragon, de l'Ecole Normale Supérieure au Secours Populaire, une remarquable unanimité se fait pour demander que Régis Debray « bénéficie de toutes les garanties juridiques normales ». Le général de Gaulle y est même allé d'un message, et il est certain que l'origine sociale du jeune intellectuel, les appuis d'une famille de la grande bourgeoisie française, sont le motif essentiel de cette sollicitude, surprenante autrement si l'on songe que celui qui en est l'objet s'est fait connaître comme supporteur du « castrisme ».

En effet, Régis Debray avait vécu à Cuba, et comme d'autres intellectuels, s'était attaché à l'étude des problèmes du régime de Castro et à la défense de ce régime. Il venait de publier un ouvrage sur ce sujet, « Révolution dans la Révolution ».

Sa présence dans les zones de la guérilla bolivienne témoigne de toute façon d'un désintéressement et d'un courage personnels qu'il est nécessaire de souligner.

Si l'on en croit les témoignages que la nouvelle de son arrestation a provoqués, il avait tout ce qu'il fallait pour faire, dans notre société, une bonne petite carrière bien rangée et bien-pensante.

Il a choisi d'aller se battre aux côtés des paysans d'Amérique Latine, dans les conditions d'une répression impitoyable qu'il n'ignorait pas.

D'autres, dans sa position, se contentent d'écrire des livres, de « compatir », ou se réfugient derrière le fait qu'un guérillero de plus ou de moins, cela ne change rien, pour continuer à mener dans leur milieu une existence sans autre problème

que celui d'hypothétiques scrupules « moraux ».

Certes, Debray est un fils de bourgeois et, dans la circonstance présente, c'est ce qui le sauvera peut-être. Mais rares sont les fils de bourgeois qui font le choix qu'il a fait.

L'action qui se mène en sa faveur ne se fixe pas d'autre but que d'éviter un jugement expéditif, une exécution sommaire — et cela seul met en lumière ce qu'est la répression en Bolivie.

Les messages demandent « que soient accordées... les garanties élémentaires de la défense ». Ils s'inquiètent de ce qu'il n'ait pas pu voir d'avocat, de ce qu'il ait pu être torturé, et soulignent le fait qu'il n'a pas été pris les armes à la main. Mais en Bolivie, actuellement, quelconque sympathie avec les aspirations des masses populaires ne peut être qu'un ennemi pour le gouvernement et ses conseillers américains. Le sort de Régis Debray — et il ne peut pas en lui-même nous laisser indifférents — permet d'imaginer ce que doit être celui des paysans qui s'insurgent, face à une armée et à des « spécialistes » déchaînés.

Pour eux, pas de choix possible, et ils ne peuvent rien attendre que d'eux-mêmes, de leur héroïsme, de leur lutte. C'est par dizaines qu'ils meurent, ignorés, dans l'indifférence des nations dites civilisées.

Dans « Le Monde » des 14-15 mai, M. Duverger écrivait à ce propos : « Tous méritent d'être traités en combattants et non en criminels ». Mais le gouvernement Barrientos, comme tous ceux d'Amérique Latine, ne peuvent faire la distinction. Ils sont en guerre contre l'énorme majorité de leur population, et c'est une question de vie ou de mort qui se pose à eux — privilégiés, possédants, exploités.

Avec Régis Debray, on veut peut-être faire un exemple.

Mais les paysans insurgés du Venezuela au Guatemala, du Pérou au Mexique, les Douglas Bravo et les Hugo Blanco, montrent tous les jours qu'ils n'ont plus rien à perdre. On peut toujours faire disparaître un homme. Mais la pire répression elle-même est impuissante devant des masses en lutte pour une vie plus digne et plus fraternelle.

Anne FOURVIÈRE.

ministre : Pisani par exemple ! Ce qui d'ailleurs ne signifierait nullement la fin du gaullisme... ni celle des menaces sur la Sécurité sociale ou le plein emploi.

S'il juge au contraire que cette grève générale n'était que le baroud d'honneur indispensable des bureaucraties syndicales, alors Pompidou développera pleinement l'offensive prévue.

La procédure des pouvoirs spéciaux a au moins le mérite de clarifier les problèmes. Le Parlement écarté, reste seule, face au gouvernement gaulliste, la classe ouvrière. Les illusions possibles dans le Parlement envolées, de par l'abdication volontaire de la majorité de l'Assemblée elle-même, c'est de la détermination des travailleurs, et d'elle seule, que dépend désormais la possibilité d'enrayer l'offensive gouvernementale. L'attitude d'un Pisani montre bien que les dirigeants gaullistes ont une claire conscience de ce qu'est pour eux le danger essentiel.

Jacques MORAND.

Bilan de deux mois de grève

A SAINT-NAZAIRE

13-5-67. — La rentrée des mensuels et des horaires des Chantiers de l'Atlantique s'est effectuée sans incident le mercredi 3 mai au matin.

Les syndicats avaient demandé aux travailleurs de se grouper à 7 h 30 sur le terre-plein de Penhoet, pour « reprendre le travail tous ensemble. » Et c'est en chantant l'Internationale qu'une partie des travailleurs est entrée dans les ateliers et bureaux (les autres en avaient assez du « cinéma » et sont arrivés comme d'habitude). Les mensuels de Sud-Aviation et de la S.M.P.A. sont entrés, eux, le lundi suivant, car les directions de ces deux entreprises avaient mis en congé (récupérable les samedis suivants) leur personnel.

La bonne volonté des syndicats ayant été démontrée, les stalinien allant jusqu'à crier : « Pinczon a cédé » devant les travailleurs absolument pas convaincus, on pouvait penser que tout se passerait dans le calme. C'était sans compter sur la mentalité du patronat, pressé de prendre sa revanche sur ceux qu'il considérait avant le conflit comme ses collaborateurs. Dès les premiers jours, aux chantiers, l'attitude de certains ingénieurs faillit provoquer des débrayages dans plusieurs secteurs. Le comble était dépassé à la S.M.P.A. le lundi 8, quand Martin-Gousset, le directeur qui s'est fait une renommée l'année dernière lors de la grève de cette entreprise, voulut déplacer un agent de maîtrise en l'accusant d'être la cause de tous les « incidents » durant la grève. Une entrevue avec les responsables syndicaux échouait, et le soir même, tous les mensuels de la métallurgie nazairienne débrayaient une heure et manifestaient à la S.M.P.A.

Mais cette flambée de colère retombée, les mensuels font leur compte sur l'accord intervenu dans la nuit du 30 avril ; qu'apporte en fait cet accord ?

Il comporte une signature sur le plan du syndicat patronal, avec des aménagements différents pour les chantiers et Sud-Aviation :

La valeur du point est portée à 3,42 au 1-1, 3,53 au 1-4, 3,59 au 31-12-67 à 3,59 à cette même date aux chantiers, à 3,70 au 1-12 à Sud-Aviation.

Un salaire plancher de 530 F pour 173 h 33 est institué (porté à 560 F pour les Chantiers et Sud-Aviation). Dans ces deux entreprises, il n'y aura pas d'abattement sur les congés ; de même l'effectif est maintenu et il n'y aura pas de sanctions à la rentrée ; aux Chantiers, une commission sera mise sur pied paritairement pour étudier l'évolution des classifications des mensuels et notamment des traceurs au 1/10 qui ont été en mouvement depuis plus d'un an. Enfin, des avances seront versées aux grévistes et remboursables en 6 mois (à aucun moment le paiement des heures de grève n'a été avancé).

Cet accord prévoit que les parties se reverront en mars 68 pour étudier une nouvelle valeur du point.

Pour les horaires, le problème est un peu différent. La quasi totalité des propositions patronales avait été faite avant le lock-out ce qui n'empêche pas les stalinien (qui déclaraient à cette époque que ces propositions étaient inacceptables) de crier à la grande victoire. L'accord d'entreprise a été signé le mardi 9, et est valable jusqu'en mars 1969. (Ce qui permettra à Pinczon d'être tranquille jusqu'à l'achèvement de la nouvelle cale).

Il comporte, outre quelques avantages sociaux (congés pour décès, jours d'examen et de présélection

militaire payés) une augmentation globale de salaires de 6 % pour 67, 4 % pour 68, une simplification des salaires par l'intégration du boni (porté à 62 %) dans la taxe, et une augmentation de la prime d'ancienneté. Le salaire plancher est comme pour les mensuels porté à 560 F pour 173,33 heures par mois.

Les seuls à être complètement satisfaits sont les plus bas salaires, en particuliers les manœuvres. Pour eux les augmentations ont été substantielles : plus de 50 centimes de l'heure.

Pendant le mouvement, les men-

suels ont touché du comité de soutien 460 F et il est probable qu'ils toucheront encore 200 F dans les jours à venir. Les horaires bénéficient du chômage partiel et des AS SEDIC, ce qui fait 570 F pour un homme marié et 480 F pour un célibataire, plus un versement de 50 F du Comité de soutien.

Aujourd'hui, le calme est pratiquement revenu dans les ateliers et bureaux et le patronat va essayer de rattraper le temps perdu en augmentant l'horaire des entreprises. Aux Chantiers, le comité d'établissement a été averti que l'horaire

passerait à près de 50 h par semaine jusqu'aux congés.

Les syndicats pour « ne pas rompre la belle unité obtenue au cours du mouvement » préfèrent ne pas mener de propagande contre les heures supplémentaires, car, en effet, bon nombre de travailleurs comptent sur elles pour compenser les pertes occasionnées par la grève et le lock-out.

Pourtant, les travailleurs se rendent compte que si Saint-Nazaire « a cédé » c'est, pour une très grande part, parce que les Nazairiens étaient seuls dans cette lutte.

Le salaire de la peur

QUARANTE-NEUF personnes brûlées, tel est le bilan d'une explosion survenue dans une usine de «bombes» aérosols à MERU, dans l'Oise, le vendredi 12 mai.

*

La presse et le radio font état des circonstances horribles dans lesquelles l'accident s'est déroulé.

Les produits fabriqués dans l'usine (insecticides, désodorisants, parfums, etc.) étant tous gazeux et explosifs, les ateliers se sont immédiatement transformés en un immense brasier. Les ouvrières, vêtues de blouses de nylon, étaient devenues des torches vivantes ; le nylon, en brûlant, s'incrustait dans leur chair.

La plupart étaient très jeunes. En effet, dans la région, aucune entreprise ne voulait les engager avant 18 ans, excepté les usines ROCHEL. Comme il faut bien gagner sa vie, même si les patrons vous trouvent trop jeune, les jeunes filles acceptaient donc de travailler chez ROCHEL en attendant d'avoir les 18 ans requis pour aller ailleurs. Ce n'était certes pas le paradis : les salaires y sont inférieurs à 400 F par mois (équivalents du S.M.I.G.), et les accidents fréquents. Les produits manipulés sont toxiques et provoquent brûlures et eczémas. Seulement dans la région, il n'y a pas le choix. « France-Soir » parle de cette jeune ouvrière de 17 ans qui, à la suite d'un accident il y a quelques mois, ayant failli perdre la vue, était partie de l'usine ; elle avait quand même surmonté sa peur et y était retournée... pour être victime d'un nouvel accident encore plus terrible.

On ignore pour l'instant les origines de l'accident. Les mesures de sécurité étaient respectées, a affirmé le patron. Ce qui n'empêche pas que le jour de l'explosion, on avait pu constater une importante fuite de gaz dans l'atelier... De bien curieuses consignes de sécurité aussi, celles que donnait le patron en interdisant d'une part aux ouvrières de porter des blouses de nylon, et en leur fournissant d'autre part des sacs en plastique pour se protéger le buste ! On peut d'ailleurs se demander dans quelle mesure la direction pouvait s'attendre à une explosion l'orsqu'elle estime que le seul fait de porter des blouses de nylon comporte un danger.

Où donc étaient les systèmes de sécurité pour qu'un ouvrier ait été obligé de ramper dans les flammes pour fermer les vannes de propane ? Alors que le danger était permanent, rien n'était prévu pour parer à l'incendie et surtout pour évacuer le personnel rapidement.

Pour gagner moins de 400 F par mois, les ouvrières de chez ROCHEL garderont pour leur vie peut-être la marque de ces horribles brûlures. Qu'en pensent les « sociologues » qui affirment que les classes n'existent plus ?

Il existe en France des centaines d'usines ROCHEL, où des ouvriers laissent leur peau à travailler dans des conditions épouvantables et pour des salaires de famine. Mais ceux-là restent dans l'ombre. La plupart du temps, il n'y a même pas de syndicat et le patron agit à sa guise. Pour que le scandale éclate, il faut qu'il y ait 49 brûlés, comme il a fallu les nombreuses victimes de Feysin il n'y a pas si longtemps. Mais tout rentre bien vite dans l'ordre et cela n'empêche pas les patrons de dormir sur leurs deux oreilles.

Le capitalisme est capable de mettre en application des techniques ultra-modernes pour les bienfaits de la production, mais il n'a pas encore trouvé le moyen d'éviter que les ouvriers soient brûlés vifs... Et cela, il ne faut pas l'attendre du capitalisme car ce n'est pas une question de technique. Pour arrêter la trop longue liste des ouvriers morts au champ du travail, c'est ce système pourri qu'il faut détruire.

L. TOURFAN.

ÉCHOS DES ENTREPRISES

LIMITES A NE PAS DEPASSER

Un camarade du parc à bois a été sanctionné par 2 F d'amende pour avoir été « pris en dehors du chantier pendant les heures de travail ». Il ne suffit pas pour ces messieurs de la Direction de faire son travail correctement, il nous est imposé de rester les huit heures derrière les barbelés du parc à bois. Ce n'est même plus l'esclavage, c'est le camp de concentration. A quand les miradors ?

(Extrait du n° 24 de la VO Fosse Dechy.)

NE NOUS LAISSONS PAS FAIRE !

A Flins, de plus en plus, la maîtrise ne sait répondre, à la moindre demande, qu'une chose : « C'est ça, ou c'est la porte ! » C'est parfois sous des prétextes minimes qu'elle distribue les avertissements, e. même les licenciements.

La direction cherche ainsi à faire planer sur nous, en permanence, la menace de la mise à la porte. Tout juste si elle ne laisse pas entendre que si elle nous donne du travail, c'est par pure charité !

Ne nous laissons pas prendre à ce chantage. Les patrons ne sont

des patrons que parce qu'ils trouvent des ouvriers à exploiter. Toute leur richesse et leur morgue sont bâties sur notre dos.

Ou bien, s'ils ne savent pas organiser la production autrement qu'en faisant régner dans l'usine l'ambiance d'un bagne, c'est que leur système est un système pourri. Alors qu'ils passent la main. En l'absence de patrons, nous saurons bien nous organiser pour gagner notre vie, sans qu'il soit besoin d'un garde-chiourme derrière chaque ouvrier.

(Extrait de la VO. RNUR Flins).

UN ACCIDENT PARMIS LES AUTRES !

La direction Mécanique Nord s'est dépêchée d'afficher, avant qu'on en parle, qu'un camarade de travail a eu la phalange d'un doigt coupée le 2 mai ; le doigt a été sectionné par un copeau. Naturellement, d'après l'affiche, l'ouvrier est dans ses torts : « C'est de sa faute, il n'a pas respecté les consignes de sécurité. Il a voulu enlever le copeau avec ses mains alors qu'un crochet était à sa disposition... ».

Si l'ouvrier a pu atteindre le copeau c'est que les conditions de

sécurité n'étaient pas remplies. Il a pu l'enlever alors que la machine tournait et ça ce n'est pas normal !

La direction prend toutes les mesures nécessaires pour protéger les machines : lorsqu'un moteur peine ou est en surcharge, un relais de protection disjoncte ; lorsqu'une opération d'une machine transfert ne s'est pas effectuée, le transfert s'arrête, etc. Là tout est prévu, étudié ; les machines, elles, coûtent cher, aussi il faut les préserver. Mais lorsqu'une défaillance humaine arrive, due à la production et aux cadences de plus en plus rapides, là rien n'est prévu : les hommes, ça se remplace, ils ne coûtent pas cher au patron sur un marché du travail bien approvisionné !

Il suffirait pourtant de mettre des fins de course sur le positionnement des protecteurs, et dès que celui-ci est enlevé ou déplacé, la machine s'arrête. Ce dispositif éviterait bien des accidents.

En attendant, notre sécurité c'est nous qui l'établirons, en ne comptant que sur nous et en refusant de travailler lorsque les conditions minimum de sécurité ne sont pas remplies.

(Extrait du n° 109 de la VO Peugeot).

ATTENDEZ !

Un nouveau frappe à un guichet du bureau d'embauche.

— C'est pourquoi ?

— Pour l'embauche.

— Remplissez cette feuille et attendez.

Et on attend, avant de s'entendre dire qu'on recevra une convocation si on fait l'affaire.

Quelques jours plus tard, dûment convoqué, on revient attendre devant un guichet, puis un autre, 15 minutes, 30, ou plus.

— Allez à l'infirmerie.

— Attendez.

On attend et on passe une visite préliminaire ultra-rapide, puis on attend.

Seconde visite avec le médecin cette fois. En 2 minutes on est reconnu apte à se faire exploiter sous toutes les coutures.

On nous envoie en ville chercher une carte d'embauche ; il arrive qu'on nous la refuse parce que la S.F.A. a oublié de nous munir d'un papier nécessaire. Alors on retourne chercher ce papier à Colomban. On revient chercher la carte en ville. On la reporte à la S.F.A.

Après quoi, le futur embauché s'entend dire :

— qu'il disposera de 3 minutes après l'heure pour se mettre au travail en début de poste. Et de

3 minutes avant l'heure pour se rhabiller en fin de poste.

— Que la prime d'assiduité est liée à ces précieuses minutes, et qu'elle saute au moindre retard.

— Que les temps sont chronométrés, mais faisables si on ne perd pas de temps.

Bref, le temps devient précieux : c'est de l'argent.

Notre temps (notre vie) dès qu'il appartient au patron, est rigoureusement comptabilisé.

Mais tant qu'on ne produit pas le profit, on ne compte pas ; notre temps n'a pas de valeur pour le patron, il nous le fait gaspiller.

(Extrait du n° 22 de la VO SFA)

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon, Paris X^e
Abonnement 6 mois : 10 F au nom de Maurice Schrédt.
C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication :
M. SCHRÉDT

Distribué par les N.M.P.P.
Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton,
PARIS-12^e

En Grèce : Une démocratie renouée par les militaires

Si, il y a un mois, l'on avait demandé à des hommes de gauche grecs ce qu'ils pensaient de la situation politique de leur pays, ils auraient sans aucun doute répondu que celle-ci n'avait jamais été meilleure, et que la Grèce se trouvait enfin à la veille d'une ère de démocratie comme elle n'en avait pas connue depuis des années. Des élections allaient avoir lieu, et il était évident qu'elles allaient amener une victoire des partis de gauche.

Et puis, ce fut le putsch du 21 avril, et aujourd'hui, il n'est plus question d'élections.

Aujourd'hui c'est la répression, la chasse aux militants, non seulement aux communistes, mais à tous ceux que l'on soupçonne de ne pas accepter la dictature, ce sont les arrestations par milliers, et déjà, à travers les murs épais des prisons, nous parvenons des rumeurs d'exécutions sommaires et de tortures.

C'est le règne ouvert du sabre et du goupillon, et pendant que la prêtaile orthodoxe s'apprête à donner tous les dimanches la communion obligatoire aux enfants des écoles, le général Patakos déclare que « ceux qui à l'avenir seront pris en train de distribuer des tracts ou de tracer des inscriptions communistes seront fusillés sur-le-champ ».

En un mot, c'est la dictature, dans toute sa brutale franchise.

Même la presse bourgeoise se sent obligée de compatir, mais il est vrai qu'elle verse plus de larmes sur le sort de « la mère de toutes les démocraties », que sur le martyr du peuple grec.

Et si les valets de plume du « monde libre » se sentent un peu gênés par ce partenaire trop peu discret, il n'en est pas de même des militaires, et en dehors des timides manifestations des gouvernements danois et norvégiens, espérant, l'un « que l'état de choses actuel en Grèce serait de courte durée », l'autre « que les conditions seront normalisées aussi rapidement que possible », le conseil de l'OTAN, réuni la semaine dernière à Paris, a fait au général Spantidakis, nouveau vice-président du Conseil grec, un accueil fort courtois.

Les militants ouvriers de France ou d'ailleurs n'ont guère de moyens d'aider directement le peuple hellène. Le soutien le plus efficace qu'ils pourront lui apporter, c'est encore de mener dans leur pays une lutte déterminée contre leur propre bourgeoisie. Mais pour mener cette lutte avec les meilleures chan-

ces de succès, encore faut-il tirer les leçons de la tragédie grecque.

Et la première de ces leçons, la plus importante, c'est que la politique des partisans de la « démocratie véritable » est non seulement une duperie, mais que c'est aussi, sous des dehors réalistes et pacifiques, la politique la plus aventuriste et la plus dangereuse, celle qui expose le plus les masses aux coups de la bourgeoisie et de ses hommes de main.

Et pourtant, la bourgeoisie grecque n'avait rigoureusement rien à craindre, et les travailleurs pas grand-chose à attendre, d'une majorité de gauche qui aurait ramené un Papaandréou au pouvoir.

Mais ce n'était pas un Papaandréou que la bourgeoisie grecque craignait, c'était la classe ouvrière, et le dévouement des hommes politiques de « gauche » aux intérêts des classes possédantes ne fut pas suffisant pour la rassurer.

En une nuit, l'armée décapita tous les mouvements de gauche, procédant à des milliers d'arrestations sans rencontrer la moindre résistance notable.

Et il ne faut pas seulement voir là les résultats d'une méticuleuse préparation du coup d'Etat militaire. Certes, celui-ci fut exécuté de façon magistrale, mais s'il rencontra si peu de résistance, ce fut aussi la conséquence de la politique des organisations de gauche.

On avait dit aux masses grecques qu'il faudrait bien voter aux prochaines élections, mais on ne les avait pas préparées à la conquête du pouvoir, et ce faisant, on ne les avait même pas préparées à défendre leurs propres libertés démocratiques.

Et la perspective des « voles pacifiques » vers une « démocratie véritable » n'aboutit en fin de compte qu'à désarmer les travailleurs, et à les exposer sans défense aux coups d'un appareil d'Etat qui voyait toujours en eux, et à juste titre de son point de vue, un dangereux ennemi.

On pourra certes nous dire que tout cela n'est valable que pour la Grèce, pays qui n'a pratiquement jamais connu de stabilité politique. Mais les exemples ne manquent pas ailleurs.

En Espagne, en juillet 1936, c'est contre une chambre de Front Populaire qui ne menaçait pas plus la propriété bourgeoise que Papaandréou, que l'armée de Franco se souleva. Et si celle-ci ne parvint pas à liquider en une seule nuit les organisations ouvrières, la moitié du territoire national était tombé entre ses mains avant que ces organisations ne commencent à organiser la résistance.

Et la France, pays infiniment plus riche que la Grèce ou l'Espagne, « pays de vieilles traditions démocratiques », n'est nullement à l'abri de tels événements.

Souvenons-nous que c'est pour avoir « su terminer une grève » que le Front Populaire se termina avec l'Etat Français de Pétain.

Souvenons-nous que c'est parce que le P.C.F. refusa en 1956 de développer les luttes des rappelés et de mener une réelle politique de solidarité avec le peuple algérien, que c'est parce qu'il choisit de voter « la confiance » et les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, que l'on vit de Gaulle venir au pouvoir après le 13 mai 1958.

Une politique révolutionnaire, orientée vers la conquête du pouvoir, n'aurait certes pas mis les masses à l'abri de la répression bourgeoise. Mais elle les aurait préparées à y résister, moralement et physiquement.

Et si à l'échelle nationale les perspectives sont limitées, surtout dans un petit pays, parce que c'est l'impérialisme mondial tout entier que le prolétariat trouverait devant lui, il n'en serait pas de même à l'échelle mondiale, s'il existait une direction révolutionnaire internationale digne de ce nom.

Certes, cette internationale n'existe pas, et il nous faut la construire, mais ce qui ressort des événements de Grèce, c'est que de toute manière il n'y a pas d'autre politique possible que la politique révolutionnaire.

Qui a du fer a du pain, disait Blanqui au siècle dernier. Et cela est vrai aussi de la liberté.

Christian JUNG.

La guerre mondiale Est-elle commencée?

(Suite de la page 1).

la dernière guerre en est un des signes. Quand on sait que la remise en service des principales unités de cette flotte, actuellement scus « cocon », demandera de dix-huit mois à deux ans, il est bien évident que ce n'est pas une mesure pour la seule guerre du Viet-Nam.

Le Viet-Nam va devenir une nouvelle Corée, mais une Corée sans Pan-Mun-Jong.

Les USA y enverront de plus en plus d'hommes et de matériel. Russes et Chinois en feront autant. Les noms des batailles, lorsqu'ils ne seront pas des numéros de collines, resteront Vietnamiens, mais les hommes et les armes seront ceux de la troisième guerre mondiale.

Voilà ce qui fait dire que celle-ci est commencée. En clair, les USA viennent d'affirmer qu'elle peut commencer dans deux ans, dans cinq ou dans dix : le Viet-Nam ne reverra pas, d'ici là, la paix. L'impérialisme américain compte en faire un gigantesque champ de manœuvre, un creuset où l'on trempera les hommes, les officiers, le matériel et, aussi, l'opinion publique. Par la volonté des militaires américains, ce tout petit pays va devenir un champ clos où s'affronteront, de moins en moins par personnes interposées, les futurs belligérants du prochain conflit planétaire.

Cela fait déjà bien longtemps

que c'est la volonté des militaires américains et, de nos jours où de plus en plus de « démocraties » sont dirigées par des généraux, l'impérialisme américain a trop besoin de ses militaires pour leur refuser le million d'hommes qui leur est nécessaire.

Mais malgré toutes les défaites et toutes les trahisons, le rapport des forces entre le prolétariat mondial et la bourgeoisie n'est pas ce qu'il était en 1938. La bourgeoisie US elle-même, n'est pas sûre de ses arrières. Malgré tous les soutiens officiels possibles, la manifestation de soutien à la guerre qui eut lieu à New-York, ce week-end, regroupa deux fois moins de monde (« Figaro » du 15 mai 1967), que la manifestation « pacifiste » qui avait eu lieu, à New-York aussi le 15 avril dernier. Les agences américaines, pour masquer le fait, ont estimé nécessaire d'annoncer 250.000 personnes là où l'AFP en voyait 100.000 (« France-Soir », 16 mai).

Et en Europe, la classe ouvrière n'est pas, non plus, résignée à la guerre.

De ce côté, l'impérialisme peut encore avoir bien des surprises et si nous assistons vraiment avec la phase actuelle de la guerre du Viet-Nam au début de la troisième guerre mondiale, il n'est pas dit que l'impérialisme en voie la fin.

CORTE.

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 5 JUIN

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor

Salle C - 1er étage. 20 h 30

sur le sujet suivant :

CINQUANTE ANS

APRES LA REVOLUTION D'OCTOBRE :

L'UNION SOVIETIQUE EVOLUE-T-ELLE VERS LE CAPITALISME OU CONSTRUIT-ELLE LE SOCIALISME ?

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5°.

PERMANENCES

● PARIS :

V^e arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, tous les samedis, de 15 à 17 h.

X^e arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le samedi de 16 h à 20 h, 29, rue Château-Landon, Paris-10°.

XI^e arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.

XIII^e arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi, de 17 h 30 à 19 heures.

XIV^e arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : le mercredi, de 18 h 30 à 19 h 30.

XV^e arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.

XVIII^e arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi, de 17 h 30 à 19 heures.

● BANLIEUE :

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, le mercredi de 18 h à 19 h.

AULNAY-S/BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la Gare), tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.

BOULOGNE - BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 115, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudis, de 18 h à 19 h, au lieu de 17 h 30 à 19 h.

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le vendredi de 17 h 30 à 19 h.

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A-France), tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.

● PROVINCE :

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, tous les jeudis de 17 h à 19 h.

BORDEAUX. — Café « le Régent », cours Victor-Hugo, tous les jeudis de 18 h à 19 h.

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi, de 17 h à 20 h.

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8^e, le mercredi, de 18 h à 19 h.

BOURGES. — Café-Tabac-Bar, 22, rue Henri-Laudier (près gare), les jeudis 18 mai et 1^{er} juin, de 19 h à 20 h.

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, tous les jeudis, de 17 h à 19 h.

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, les jeudis, de 17 h à 19 h.

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charnoy, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.

— Café « Le Normandy », place Grenette, tous les jeudis, de 15 à 17 heures.

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, tous les mercredis, de 15 h à 16 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), les jeudis 18 mai et 1^{er} juin, de 18 h à 20 h.

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, les jeudis 18 mai et 1^{er} juin, de 18 h 30 à 19 h 30.

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileries, les jeudis 18 mai et 1^{er} juin, de 15 h à 16 h.

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, le samedi, de 16 h à 17 h.

SOCHAUX. — Café de la Gare, vendredi 19 mai 1967, de 13 h à 14 h.

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.